

N° 81 - JUILLET 1970

« LE PEUPLE BRETON »
mensuel

Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F
Etranger (par avion) : 15 F
De soutien : à partir de 15 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON



JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

NON AU TOURISME DE LUKE

Depuis quelques années, et plus encore ces derniers mois, les municipalités des zones littorales s'agitent éperdument en vue de promouvoir le tourisme dans leur commune : Quiberon, Molène, La Forêt-Foucault, La Chapelle, L'Abbaye-Wrac'h... Avant de nous évanouir de plages et de sites recherchés, le mythe touristique est tel que l'on parle d'industrie, que même les plans communaux sont directement subordonnés à son développement : on débats du tourisme, point de salut ! Cette nouvelle vocation que l'on a osé à la Bretagne a déjà ses plus fidèles adeptes : les promoteurs. C'est qu'il y a, au cœur même de nos jours dans la réalisation de tous les projets qui ont fleuri ces derniers temps, tous plus ambitieux les uns que les autres. Qu'en on juge.

PROJETS ET RÉALISATIONS EN COURS

A L'ABBAYE WRAC'H : le projet de port de plaisance, pompeusement baptisé « Marina des Abers », comprendra un complexe de 6 000 lits et sera construit au milieu de l'Abbaye, avec trois bassins à flot, sélectifs pour les bateaux de plaisance, bolides de nuit, etc. Rappelons qu'un premier projet portant sur un complexe de 12 000 lits avait été repoussé par les communes inter-

ressées, ce qui fit dire à M. Casati, architecte, dont le cabinet avait réalisé ce projet : « La Bretagne avait d'ambition, il faut lui en donner, et pour cela même être quelque peu ambitieux. » On comprendra d'autant mieux M. Casati, en apprenant qu'il a touché la somme de 50 millions d'anciens francs pour le projet repoussé !

A CAMARET : le complexe touristique Comoret 2 occupera 60 hectares de la pointe du grand Gouin à la presqu'île du Taouliquet, entre les plages de Pars Neiz et de Pors Chial. Il comprendra un centre de balnéo-therapie, un hôtel avec, au niveau trois étoiles, un camp de tourisme Club Méditerranée, une piscine couverte avec snack... ; la capacité d'accueil sera de 4 500 lits. Tout est déjà prévu dans les moindres détails : les décorations, peintures, œuvres d'art seront réalisées à tel et tel article de renom, et compte du raffinement, un système d'éclairage sera réalisé en fonction de la météorologie sera réalisé.

A LA FORET-FOUCAULT : une véritable cité lacustre va être construite. Le port de plaisance est prévu pour abriter 600 bateaux dans un premier temps et environ 2 000 dans sa phase définitive, tout ceci dans un cadre idyllique : théâtre de verdure, jardins nautiques, piscines et ma-

me... une cascade artificielle ! L'ensemble abritera environ 3 000 habitants.

AU CROESTY : le projet porte sur un port en eau profonde, pouvant abriter 1 500

bateaux. La capacité d'accueil sera de près de 10 000 lits. On construira un centre hippique, un théâtre...

(Suite page 3)

TREGUNC : CONTRE LE TOURISME DES RICHES

Au milieu de l'illégitime spectacle de nos édiles locaux si préoccupés de l'embellissement touristique, nous ne pouvons que regarder avec sympathie le courageux municipalité de Tregunc dont les réactions provoquent in son essai discor-

dant. On en juge par les trois faits suivants :

— En février, le Conseil municipal repousse un projet de port de plaisance ainsi qu'un tracé pour le passage suivant

(Suite page 3)

PREQU'ILE DE RHUYS A VENDRE

Au sud de Vannes, la presqu'île de Rhuy a été de nos jours l'une des régions privilégiées du Mor-Bihan. Autrefois couvertes de forêts, toujours baignées par l'océan d'un côté, baignées par le golfe de l'autre, elle s'envoie d'être la terre des baigneurs du tunnel de Tunisie, du grand Saint-Gildas, du célèbre moine Abélard. C'est à Suscinlo que les ducs de Bretagne viennent se reposer, c'est à Suscinlo qu'est né Alain-René Lesage, c'est dans la presqu'île qu'a bataillé Caloudal... Cette contrée, avec ses paysages magnifiques de mer et de campagne est un des plus beaux pays du Vannetais.

Or, depuis quelques années, cette région est menacée par les baladiseurs et les promoteurs.

QUE SE PASSE-T-IL DANS LA PRESQU'ILE ?

Comme partout ailleurs en Bretagne, les jeunes n'ont d'autre solution que de

« monter à Paris ». Non seulement il n'y a pas de travail dans la presqu'île, mais encore la spéculation veut de s'y installer, tout cela, avec la complicité, sous la bénédiction des autorités, il faut dénommer va premier lieu Raymond Marellin, né

en 1914, à Sézanne (Marne). On sait en effet que ce dernier, outre ses fonctions de ministre de l'Intérieur, de maire de Vannes, de député élu de Vannes, de pré-

(Suite page 4)

LES PAYSANS BRETONS VICTIMES DU MARCHÉ COMMUN (SUITE) (Voir page 6)

E nfin dernier, nous avons tiré les conclusions de la journée... Beaucoup d'otages... placement leur combat non seulement sur le terrain... La participation des jeunes fut très forte.

Voilà ce qui encourageait, même s'il y eut des notes discordantes... Mais il faut aller beaucoup plus loin et dépasser définitivement le cadre officiel du département.

Car l'attitude du gouvernement et de ses alliés est toujours la même à l'égard de la Bretagne (pourquoi changerait-elle ?)... Une nouvelle cartouche est tendue aux Bretons : l'hydruan !

Une nouvelle cartouche est tendue aux Bretons : l'hydruan !... Mais il faut rappeler que les hydruans ne servent qu'à grand chose depuis 20 ans ?

Le député Yvel est venu à Brest exposer ses idées. Réunion d'information ? Non ! Intoxication, car avec des entrées à 15 F, on imagine aisément qu'il s'agit de l'écarter une majorité de paysans producteurs d'ailleurs.

Le député Yvel est venu à Brest exposer ses idées. Réunion d'information ? Non ! Intoxication, car avec des entrées à 15 F, on imagine aisément qu'il s'agit de l'écarter une majorité de paysans producteurs d'ailleurs.

Dans le domaine de la langue bretonne, le gouvernement affiche toujours la même hypocrisie, la même mepris. Qu'on en juge : « Je suis très heureux de constater que l'opinion bretonne dont vous voulez bien vous faire l'interprète... »

« Je suis très heureux de constater que l'opinion bretonne dont vous voulez bien vous faire l'interprète... »... « Il ne s'agit pas, en effet, de difficulté technique, mais d'une impossibilité légale... »

« Il ne s'agit pas, en effet, de difficulté technique, mais d'une impossibilité légale... »... Au moment où des officiers gaullistes célèbrent le 30^e anniversaire de l'Appel du 18 juin, il est bon de demander aux Bretons à qui sert leur Hédélié si souvent louée en haut lieu... La Bretagne se vide. En personnel, une petite comparaison significative : à Brest, on ne fut logiquement le bâtiment du 11 juin. Le Monde signale que la grâce ne fut largement suivie qu'à Brest, Rennes, Nantes, Vannes et Bordenes, soit une seule ville hors de chez nous contre le reste pour la Bretagne.

Les notables et la presse-otage, évidemment viennent au secours du gouvernement... « Au lendemain du 27 mai, M^r Lombard approuve les promesses faites à Brest par Chalandon, ministre de l'Équipement et du Logement... »

« Au lendemain du 27 mai, M^r Lombard approuve les promesses faites à Brest par Chalandon, ministre de l'Équipement et du Logement... »... « Le Télégramme de Brest consacre une page entière à la promesse des hydruans brestois... »

« Le Télégramme de Brest consacre une page entière à la promesse des hydruans brestois... »... Les forces de gauche doivent encore lutter contre les tentatives d'instaurer l'Justice et de réduire les libertés : — la loi Débré, si elle réduit le service militaire à 12 mois (mesure populiste dans l'opinion), apporte des modifications qui ne servent pas les intérêts du peuple.

— la loi Débré, si elle réduit le service militaire à 12 mois (mesure populiste dans l'opinion), apporte des modifications qui ne servent pas les intérêts du peuple... — l'attaque dirigée contre deux permanents rivaux de la C.F.D.T., en février, par le commando C.F.T., syndicat-bidon à la solde du patronat.

— l'attaque dirigée contre deux permanents rivaux de la C.F.D.T., en février, par le commando C.F.T., syndicat-bidon à la solde du patronat... Aux forces de gauche de riposter ensemble et massivement contre de tels procédés, comme pour le salut de la Bretagne.

LA VIE DU PARTI

SECTION DES COTES-DU-NORD

Le travail de préparation se poursuit, en particulier par des réunions de la cellule... Le secrétaire général du parti, qui s'est rendu à Saint-Denis, a permis d'établir des contacts avec des responsables départementaux.

SECTION DE RENNES

Le parti a organisé récemment son travail local... Le secrétaire général du parti, qui s'est rendu à Saint-Denis, a permis d'établir des contacts avec des responsables départementaux.

REUNION PUBLIQUE A NANTES

Le meeting de Nantes a tenu sa première réunion publique dans la salle de réunion municipale du C.E.J. d'Orvault... Le meeting a permis d'établir des contacts avec des responsables départementaux.

SECTION DE VANNES

Le meeting de Vannes a tenu sa première réunion publique dans la salle de réunion municipale du C.E.J. d'Orvault... Le meeting a permis d'établir des contacts avec des responsables départementaux.

SECTION DE PARIS

Le meeting de Paris a tenu sa première réunion publique dans la salle de réunion municipale du C.E.J. d'Orvault... Le meeting a permis d'établir des contacts avec des responsables départementaux.

RESTAURANT "L'OASIS" CHEZ BACHIR 10, rue Jean-Bart RECOUVRANCE - BREST Spécialités orientales et françaises Ouvert toutes les nuits de 18 h à 1 h

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes R. M., P. C., F. C., V. M., etc. Total: 219 F 50

- tentative d'agression au domicile du secrétaire fédéral du P.C.F.; - aspersion à l'acide sulfurique de la porte d'un appartement d'un militant C.F.D.T.; - au domicile du secrétaire du syndicat C.G.T. Citroën, jet d'un liquide suspect sous la porte, boîte aux lettres fracturée, lettre de menaces.



NON AU TOURISME DE LUXE

(Suite de la page 1)

A LA TRINTE-SUR-MER

« A LA TRINTE-SUR-MER... »... Les garanties appréciables de nature à encourager les investissements privés dans des opérations de banques d'investissement contrôlées par la puissance publique.

QUI FINANCE CES INSTALLATIONS DE LUXE...

« QUI FINANCE CES INSTALLATIONS DE LUXE... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« QUI FINANCE CES INSTALLATIONS DE LUXE... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

...POUR TOURISTES FORTUNES

« ...POUR TOURISTES FORTUNES... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.



Photo: M. Le Goff

« ...POUR TOURISTES FORTUNES... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« ...POUR TOURISTES FORTUNES... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970

« PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1970... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

TREGUNIC

(Suite de la page 1)

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

« TREGUNIC... »... Le projet de loi de finances pour 1970, le département et les quatre communes intéressées, et ce tiers par l'aménagement de la Trinité-sur-Mer.

LES AGRICULTEURS BRETONS

et le Marché Commun

(Suite des n° 73, 75, 76, 78 et 79)

TROIS ENSEMBLES REGIONAUX DANS L'EUROPE DES SIX

Quel a été le résultat de la politique communautaire en matière de développement régional ? Pour en donner une idée, nous avons dressé les diagnostics régionaux par pays pour évaluer la contribution de la Communauté Européenne aux investissements réalisés dans les zones industrielles des Six. Nous nous sommes appuyés sur les données statistiques de la Commission européenne et sur les déclarations de l'Europe, qui ont été reprises dans les régions agricoles de l'ouest et du sud et des zones industrielles au Nord et à l'Est.

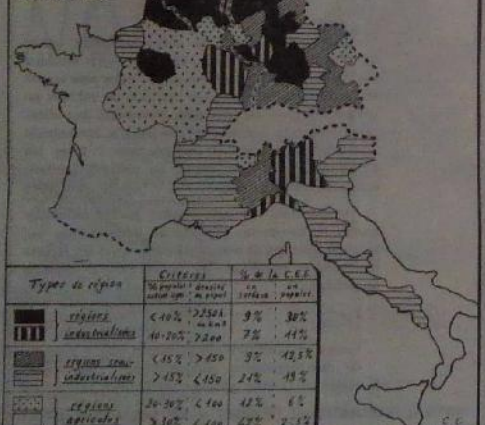
Faisons plus loin nos analyses. Les Commissions Européennes dirigées très justement par des responsables régionaux dans l'Europe des Six.

1) Les régions industrielles, qui occupent environ 18 % de la superficie de la C.E.E. mais concentrent 41 % de ses habitants, 41 % de son produit intérieur brut, 41 % de son investissement. L'importance de ces zones industrielles est indiscutablement très variable d'un pays à l'autre : elles représentent les données hors du territoire des Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et 40 % de sa population, 30 % de son territoire, 30 % de son produit intérieur brut et 30 % de son investissement.

2) Les régions semi-industrialisées, qui couvrent la tierce de la C.E.E. et regroupent le tiers également du territoire. Ce type de régions industrielles ne couvrent que 19 % de la superficie des Benelux, mais 30 % des Allemands et des Italiens et environ 30 % des Français.

LES TYPES DE REGION DANS L'EUROPE DES SIX

(Source : Commission de la Communauté Européenne - Bruxelles 1963)



(Suite de "Le Peuple Breton")

de commettre l'insécurité des crédits dans les régions agricoles. On ne renonce pas au capital investi et on le réinvestit. La Commission Européenne donne une aide plus importante aux zones agricoles. Il faut éviter, dit-elle, que les tendances naturelles du calcul économique immédiat conduisent les capitaux agricoles à se retirer de l'investissement. L'investissement agricole ne doit pas être évité, dit-elle, que les tendances naturelles du calcul économique immédiat conduisent les capitaux agricoles à se retirer de l'investissement. L'investissement agricole ne doit pas être évité, dit-elle, que les tendances naturelles du calcul économique immédiat conduisent les capitaux agricoles à se retirer de l'investissement.

2) point, plus important : mais il ne faut pas voir laire pour les régions agricoles.

3) point, un très gros qui s'écrit à côté d'un seul des autres : l'aggravation des écarts entre régions riches et régions pauvres.

4) point, plus important : mais il ne faut pas voir laire pour les régions agricoles.

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

C'est évidemment un bon investissement, surtout si on est dans une zone industrielle. Mais il faut être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

Il faut aussi être sûr de la rentabilité de l'investissement. C'est pourquoi nous recommandons aux investisseurs de faire des études de marché avant de se lancer dans une telle aventure.

des et d'oublier les régions les plus « productives » de la région. On ne renonce pas au capital investi et on le réinvestit. La Commission Européenne donne une aide plus importante aux zones agricoles. Il faut éviter, dit-elle, que les tendances naturelles du calcul économique immédiat conduisent les capitaux agricoles à se retirer de l'investissement.

2) point, plus important : mais il ne faut pas voir laire pour les régions agricoles.

3) point, un très gros qui s'écrit à côté d'un seul des autres : l'aggravation des écarts entre régions riches et régions pauvres.

4) point, plus important : mais il ne faut pas voir laire pour les régions agricoles.

Des idées qui font leur chemin

Nous présentons sur cette page à nos lecteurs, deux analyses de problèmes breton, où l'on retrouve un certain nombre de thèmes familiers à l'E.D.R. Ces extraits montrent que le problème de domination et de concentration dans nos régions bretonnes et les travailleurs bretons est de plus en plus nettement perçu par un nombre croissant de compatriotes.

Le premier document, LA BRETAGNE OCCIDENTALE CONDAMNÉE PAR LE VI PLAN, est l'œuvre du C.E.C.O.R. (Comité d'Expansion de la Région Occidentale), organisme créé en 1963, à l'instigation en particulier de la C.F.D.T., pour analyser la situation du Sud-Finistère et essayer d'en promouvoir le développement. Le C.E.C.O.R. est donc fort différent de son

« Or, poursuit le C.E.C.O.R., c'est bien la « vocation » que les pouvoirs publics semblent assigner à la Bretagne, derrière une terminologie qu'il convient maintenant de démythifier. »

LE « PLAN BRETON » DE 1968 :

« Parler de « Plan Breton » a propos des mesures d'octobre 1968 est tout à fait incohérent et ne peut servir qu'à tromper les esprits en masquant les véritables problèmes qui se posent à cette région et qui de sont nullement résolus par la mise en œuvre de ce programme d'infrastructures. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

FRAGILITE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE :

« L'absence de tissu industriel s'ajoutant au handicap des distances entraîne l'écartement des productions bretonnes par les régions industrialisées et menace le secteur de la pêche. Rien ne nous garantit actuellement ni que la culture des légumes de conserve va se maintenir en Bretagne, ni que ce phénomène ne va pas s'étendre à d'autres productions. »

« Refuser le principe d'un plan d'industrialisation de la Bretagne ne peut être que la conséquence d'un choix prélu, aux termes duquel la Bretagne est condamnée à n'être qu'un réservoir de main-d'œuvre à destination des régions industrialisées. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

FRAGILITE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE :

« L'absence de tissu industriel s'ajoutant au handicap des distances entraîne l'écartement des productions bretonnes par les régions industrialisées et menace le secteur de la pêche. Rien ne nous garantit actuellement ni que la culture des légumes de conserve va se maintenir en Bretagne, ni que ce phénomène ne va pas s'étendre à d'autres productions. »

« Refuser le principe d'un plan d'industrialisation de la Bretagne ne peut être que la conséquence d'un choix prélu, aux termes duquel la Bretagne est condamnée à n'être qu'un réservoir de main-d'œuvre à destination des régions industrialisées. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

pendant du Nord-Finistère, la S.E.M.E.F. (Société d'Economie Mixte et d'Etudes du Nord-Finistère), dominée par les notables. On s'en aperçoit à la lecture du document en question ; celui-ci a été écrit en avril 1970, à la suite de l'échec des divers projets d'industrialisation de la région de Brest-Douarnenez et il n'a pas été sans influer sur la décision d'organiser la JOURNEE D'ACTION POUR L'EMPLOI DU 27 MAI DERNIER (voir le « Peuple Breton », n° 81).

Le second texte, POUR QUI SONNE LE GLAS ?, est extrait d'un article du journal Familias, organe de la Fédération des Familles Rurales Bretonnes (n° 22, mars-avril 1970).

"Pour qui sonne le glas ?"

« La Bretagne est en passe de devenir le Far-West, le Pays des Ranches. En effet, ce sont bien les projets d'industrialisation qui ont été lancés. Le dernier espoir s'est envolé avec le port pétrolier en eau profonde prévu pour Brest. »

« Et maintenant que nous restait-il ? une autre illusion : « Le Tourisme »

LE NOUVEAU MUR DE L'ATLANTIQUE :

« Aujourd'hui un phénomène idéologique ou « mur de l'Atlantique » de la période de l'occupation se dresse sous nos yeux, où l'ennemi n'est plus l'étranger envahisseur comme en temps de guerre, mais le possesseur de la terre, qui veut occuper une portion du territoire. Les municipalités agricoles se prêtent facilement à de telles opérations. »

QUI N'A PAS SON RANCH EN BRETAGNE ?

« C'est ainsi que les perspectives d'industrialisation se dessinent devant nous, où seuls les possesseurs d'argent, de capitaux, serent les maîtres dans un pays qui a d'habitude été vide de sa vie, progressivement de son agriculture, où les travailleurs n'ont pas été rétribués à leur juste valeur. »

« Que nous reste-t-il, sinon d'engager le combat contre le régime de la puissance d'argent, ou bien notre préférence sera-t-elle que nous tentions d'imaginer leur et succès jusqu'à la moitié des ans. »

« Aussi le combat continue, et chacun est invité à s'y engager, mais peu à peu, il faut dire qu'il coude à coude avec d'autres et cela dans le non-débat, isolément les diverses organisations qui agissent, les municipalités, les associations culturelles, familiales, de jeunes, les syndicats, les organisations économiques. » (« Familias », n° 22, mars-avril 1970).

Puisse cet appel être entendu et suivi !

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

FRAGILITE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE :

« L'absence de tissu industriel s'ajoutant au handicap des distances entraîne l'écartement des productions bretonnes par les régions industrialisées et menace le secteur de la pêche. Rien ne nous garantit actuellement ni que la culture des légumes de conserve va se maintenir en Bretagne, ni que ce phénomène ne va pas s'étendre à d'autres productions. »

« Refuser le principe d'un plan d'industrialisation de la Bretagne ne peut être que la conséquence d'un choix prélu, aux termes duquel la Bretagne est condamnée à n'être qu'un réservoir de main-d'œuvre à destination des régions industrialisées. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

CAFE DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél. 44-33-21

La Bretagne condamnée par le VI Plan ?

UNE SITUATION QUI SE DEGRADE :

ECHEC DE L'INDUSTRIALISATION :

« Il faut remarquer, écrit le C.E.C.O.R., que la base industrielle bretonne était en 1962 et reste en 1968 la plus faible de France. Pour le voir, il suffit de noter la proportion de population active employée dans l'industrie de transformation : 15 % en 1962 en Bretagne, contre 30 % en France. Le sous-développement général de la Bretagne se traduit par une productivité par travailleur plus faible (25 % de moins que la moyenne française en 1962) par un niveau de revenu par personne plus bas (17 % de moins que la moyenne en 1967). »

LES FAUSSES SOLUTIONS :

« Or, poursuit le C.E.C.O.R., c'est bien la « vocation » que les pouvoirs publics semblent assigner à la Bretagne, derrière une terminologie qu'il convient maintenant de démythifier. »

LE « PLAN BRETON » DE 1968 :

« Parler de « Plan Breton » a propos des mesures d'octobre 1968 est tout à fait incohérent et ne peut servir qu'à tromper les esprits en masquant les véritables problèmes qui se posent à cette région et qui de sont nullement résolus par la mise en œuvre de ce programme d'infrastructures. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

FRAGILITE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE :

« L'absence de tissu industriel s'ajoutant au handicap des distances entraîne l'écartement des productions bretonnes par les régions industrialisées et menace le secteur de la pêche. Rien ne nous garantit actuellement ni que la culture des légumes de conserve va se maintenir en Bretagne, ni que ce phénomène ne va pas s'étendre à d'autres productions. »

« Refuser le principe d'un plan d'industrialisation de la Bretagne ne peut être que la conséquence d'un choix prélu, aux termes duquel la Bretagne est condamnée à n'être qu'un réservoir de main-d'œuvre à destination des régions industrialisées. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

FRAGILITE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE :

« L'absence de tissu industriel s'ajoutant au handicap des distances entraîne l'écartement des productions bretonnes par les régions industrialisées et menace le secteur de la pêche. Rien ne nous garantit actuellement ni que la culture des légumes de conserve va se maintenir en Bretagne, ni que ce phénomène ne va pas s'étendre à d'autres productions. »

« Refuser le principe d'un plan d'industrialisation de la Bretagne ne peut être que la conséquence d'un choix prélu, aux termes duquel la Bretagne est condamnée à n'être qu'un réservoir de main-d'œuvre à destination des régions industrialisées. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

« Plus loin le C.E.C.O.R. dénonce « une politique au coup par coup auprès d'entreprises cherchant souvent un seul sou dans une région de bas salaires. »

VOCACTION MILITAIRE. A en juger par son développement, comparé à la non-industrialisation, on peut se demander s'il n'y a pas incompatibilité entre les deux. »

Analyse lucide donc de la situation de colonie qui est finalement celle de la Bretagne, mais analyse qui ne pose pas en termes suffisamment clairs le problème politique fondamental. Car il s'agit moins d'une politique d'aménagement du territoire que d'une politique tout court, d'un système cohérent qui condamne les travailleurs bretons. Et finalement, c'est d'une conscience claire des problèmes et de notre détermination que dépendra une transformation radicale du système économique libéral, duquel découle la politique actuelle d'aménagement du territoire à l'égard de la Bretagne.

Cette étude montre, cependant, du moins à qui veut bien ouvrir les yeux, que c'est le système capitaliste et libéral qui s'oppose au développement de la Bretagne et qui fait aujourd'hui une réserve de main-d'œuvre à destination de l'exploitation, demain un désert et un pays de ranches.

En définitive, le fond du problème est la « l'industrialisation de la Bretagne est-elle possible dans le contexte capitaliste ? A cette question posée récemment, à un débat du Centre de Promotion de Poni-de-Buz, par Mme Merveux, secrétaire générale du C.D.T.A. du Finistère, M. Normand, directeur du C.E.C.O.R., donnait une réponse prudente mais instructive : « Des capitaux de solution au développement régional ont été réalisés dans des pays capitalistes, comme l'Italie et la Grande-Bretagne. Les résultats sont positifs. Mais il apparaît dans ces pays que le moteur du développement régional a été le fait de secteurs industriels étatisés, ce qui montre l'insuffisance du système libéral à résoudre par lui-même le problème des disparités régionales ; bien au contraire, il ne fait qu'aggraver ces dernières. »

Arracher-on, par hypothèse, de l'Etat français une politique d'aménagement du territoire différente en faveur de la Bretagne, il n'en resterait pas moins le problème des rapports de classes, qui ne peut trouver de solution que dans le socialisme.

D'autres « vocations » sont assignées à la Bretagne, notamment LA VOCATION TOURISTIQUE ; il semble inutile d'insister sur le peu d'effet de développement de cette activité, tout au plus doit-on noter que ceux qui préparent la plus expansion sont souvent ceux qui refusent, explicitement ou non, toute industrialisation de la Bretagne.

Il est enfin une dernière vocation dont on parle peu, mais qui s'inscrit concrètement dans les faits, c'est LA

Crêperie SAINTE ANNE
« chez Noël »
CADRE BRETON
Cidre et Choucroute
Place Sainte-Anne - RENNES

BREZH KABIGS
MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurès - BREST
PRIX - QUALITE - CHOIX
TEL 44-75-69

APRES LE MEETING DE CARHAIX

GALV POURSUIT SON ACTION

Le succès du meeting de Carhaix a été le 19 avril une médaille de participation venue proclamer leur détermination à lutter pour la décolonisation linguistique de la Bretagne. Ce succès marque la progression dans le précédent du combat du peuple breton pour atteindre la satisfaction de ses revendications linguistiques.

Le pouvoir n'a tenté que peu de répondre à leurs exigences (partie du budget alloué aux langues vivantes dans l'enseignement et les centres de recherche de la langue bretonne). L'association en breton à la télévision. Non seulement aucune de ces justes revendications n'est satisfait, mais le ministère de l'Éducation nationale s'est efforcé, sous de faux prétextes juridiques, à ne pas publier avant la rentrée scolaire du baccalauréat, le décret, récemment adopté, qui prévoit l'ajout de breton au bac à côté du double cette année (il s'agit de 416, soit plus du quart de ceux qui ont obtenu de passer une épreuve facultative dans l'Académie de Rennes), le pouvoir continue de manifester le même mépris à l'égard de la langue et de la culture du peuple breton.

C'est pourquoi les dirigeants de « Galv », réunis à Rostrven le 10 mai, ont décidé de poursuivre et de rendre plus active en faveur de la langue bretonne les initiatives. Il a été décidé de continuer au cours des prochains mois à informer, sensibiliser et mobiliser les travailleurs, les commerçants et les jeunes de Bretagne, de multiplier le nombre des groupes locaux de mener dans notre pays les initiatives nécessaires pour que cessent les régressions sociales et culturelles dans nos régions, que soient prises par les organisations syndicales en faveur du plein emploi en Bretagne et de l'industrialisation de notre pays (notamment le 27 mai en Finistère).

« Galv », réunis à Rostrven le 10 mai, ont décidé de poursuivre et de rendre plus active en faveur de la langue bretonne les initiatives. Il a été décidé de continuer au cours des prochains mois à informer, sensibiliser et mobiliser les travailleurs, les commerçants et les jeunes de Bretagne, de multiplier le nombre des groupes locaux de mener dans notre pays les initiatives nécessaires pour que cessent les régressions sociales et culturelles dans nos régions, que soient prises par les organisations syndicales en faveur du plein emploi en Bretagne et de l'industrialisation de notre pays (notamment le 27 mai en Finistère).

« Galv », réunis à Rostrven le 10 mai, ont décidé de poursuivre et de rendre plus active en faveur de la langue bretonne les initiatives. Il a été décidé de continuer au cours des prochains mois à informer, sensibiliser et mobiliser les travailleurs, les commerçants et les jeunes de Bretagne, de multiplier le nombre des groupes locaux de mener dans notre pays les initiatives nécessaires pour que cessent les régressions sociales et culturelles dans nos régions, que soient prises par les organisations syndicales en faveur du plein emploi en Bretagne et de l'industrialisation de notre pays (notamment le 27 mai en Finistère).

LIBRAIRIE - PAPETERIE
FOURNITURES SCOLAIRES et de BUREAU
PHOTOCOPIE (par suite)
Maison BEZANNIER
13, rue Barré 56 - AURAY Tel. 429

FLOREAL
(Maison COFFA)
LE CUILVINEC - SAINT-GUENOLS
Place nationale - Morlaix - Doule
TRANSFOR

POBL VREIZ

« POBL VREIZ », édition bretonne du « Peuple Breton », est le journal de l'U.D.B. Il exprime en breton le combat pour le socialisme. Il comprend pour le moment l'édition hebdomadaire et la chronique du « Problème breton de Breiz a Nobes ».

ATTENTION, la trésorerie de « Pobl Vreiz » est indépendante de celle de « Peuple Breton ».

FORMULAIRE D'ABONNEMENT A RETOURNER (décomposé ou rempli) A « POBL VREIZ », BOITE POSTALE 713 - 35 - RENNES

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
SOUSCRIT UN ABONNEMENT ORDINAIRE : 5 F *
DE SOUTIEN : A partir de 15 F *
CI-JOINT LE RÈGLEMENT PAR Chèque postal - Mandat-lettre *
Chèque bancaire *
* Breiz a Nobes (par suite)
Les chèques doivent être libellés sous l'intitulé suivant :
POBL VREIZ B. P. 713 35 - RENNES - C.C.P. Rennes 2746-79

Du Chimène et Phédre font le traitoir...

C'est l'un d'eux. Les Bretons se souviennent certainement de ces instants où, dans les années cinquante, les journaux bretons ont été remplis de réactions et de commentaires sur les tentatives de décolonisation linguistique. Les journaux bretons ont été remplis de réactions et de commentaires sur les tentatives de décolonisation linguistique.

« L'U.D.B. répliqua aussitôt en répondant ses affidés jumeaux (par suite de la suppression de l'enseignement de la langue bretonne) — nous ne craignons pas de nous opposer à ces tentatives... »

« L'U.D.B. répliqua aussitôt en répondant ses affidés jumeaux (par suite de la suppression de l'enseignement de la langue bretonne) — nous ne craignons pas de nous opposer à ces tentatives... »

« L'U.D.B. répliqua aussitôt en répondant ses affidés jumeaux (par suite de la suppression de l'enseignement de la langue bretonne) — nous ne craignons pas de nous opposer à ces tentatives... »

L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination?



« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

tissages de loemaria
MM. LE BERRE
4, RUE HAUTE - 29 S QUIMPER
TEL. (98) 95.07.04

linges de table confectionnablement

« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

« L'Alliance Française manque d'argent. Les industriels français manqueraient-ils d'imagination? »

CHRONIQUE INTERNATIONALE

YOUGOSLAVIE, TERRE DES DIVERSITES

Scène vue en Yougoslavie : un matin, à un peu plus de cent kilomètres au sud de Belgrade, des enfants serbes en train de jouer, chacun deux autres gamins, c'était des Albanais.

« La République Socialiste Fédérale de Yougoslavie est composée de plusieurs peuples, et le traitoir est frappé par les multiples aspects de ce pays d'Europe des Balkans. Au Nord, notamment, serbes et croates de l'ancienne Yougoslavie ont subi l'impact de la langue française et celui de l'enseignement français individualisé... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »



« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

ECHOS DE L'ETRANGER

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

« L'Alliance Française est une organisation de masse, elle a pour but de promouvoir la langue française dans le monde... »

LIBRAIRIE
« LE MONDE EN MARCHÉ »
Ouvrages économiques, politiques, sociaux - Poésie
17, rue Maréchal-Joffre - RENNES

COTES-DU-NORD

BOURBIAIC Non à la Bretagne-départ.

Des agriculteurs de Bourbriac ont mis le feu à 20 hectares de landes. La raison était de lutter contre les sangliers qui causent des dégâts importants sur les prairies et des problèmes de chasse. D'après une étude communale, les agriculteurs de la région ont posé le problème fondamental : « Souvent nous des champs d'exploitation ou des jardins de la nature ? ». Pour les autorités, il s'agit avant tout de protéger la nature et le sanglier, dans le cadre de la vocation touristique de la Bretagne, et de développer l'agriculture bretonne. Ainsi, Bourbriac aura un maire, le sous-préfet de Guingamp avait prévu à Bourbriac une réduction d'impôt. Il avait insisté sur les améliorations et plans, grands effets pour le redynamisme et sur la protection dont il fallait profiter le gros gibier, à la demande des sociétés de chasse. Pour les agriculteurs, il s'agit de savoir s'ils peuvent continuer à exercer leur profession ou si l'on veut les éliminer, pour le profit des autres, des villes.

Protéger nos cultures, on les défend, c'est défendre notre production et donc faire vivre la société... à moins que celle-ci ne soit plus que de faire... « Gardiens de part et de réserve ou agriculteurs professionnels, nous sommes tous les uns les autres, par nos réponses, qui nous ont permis de nous faire un pouvoir particulier. Chacun a son rôle dans le jeu d'Amérique et toute la Bretagne, comme nos sociétés, travaillent dans le sens de la loi de Kénya ?

LOUEAC Un opinionnaire menaçant.

L'opinionnaire des élus de droite de la section de l'Argoat, depuis l'insurrection d'ARCOLO, trouve de moins en moins de justification. La S.N.C.P. prévoit la suppression totale de la ligne de Breizh-Pouébo. Pour les élus de droite, ces crédits pour la modernisation de la route Louéac-Pouébo, une décalé, et pour l'installation d'une desserte où recueillir par exemple, tous les crédits reçus d'Etat sont bloqués sur le présent plan régional breton qui ne comporte que les aides périphériques d'intérêt militaire ou touristique et qui servent à dégrader les terres vides et les zones de la Bretagne vers l'intérieur. Les votes transposables, d'un grand intérêt pour l'économie bretonne, sont totalement exclus de ce plan. « Si l'actuelle loi ne réalise pas ces projets, les élus de droite et les élus de l'abandon, dans la perspective de déclassification de tous pays, sur le plan de l'économie, DUBREUILLE, réintègre les élus et une crise imminente, dans le bâtiment.

SAINT-BREUC

— Pêcheurs mécontents.

Les marins-pêcheurs C.F.D.T. du port de l'Argoat ont exprimé leur mécontentement. Ils ont demandé le respect de crédits gouvernementaux menant leur activité. Ils réclament la suppression de la vente des carpiques par les pisciculteurs, la réglementation de la pêche musonnaise et de la pêche des plaiceurs, les décrets du port, la suppression des concessions de terres de riva à des installateurs des Charantes.

Mécontent des pêcheurs sur l'activité économique, absence totale d'aide de l'Etat français, le problème des marins-pêcheurs du Légué est celui de toute la pêche artisanale française.

LA ROCHE-DERRIEN Villes en retard.

Malgré les déclarations officielles aux dernières élections municipales, la réalité est toute autre. Les communes de La Roche-Derien, à l'ouest, viennent d'être fermées dans un rayon de 3 kilomètres, à Levean, Confort, Lanvaux et à Pabu. Les habitants de Saint-Breuc, il s'agit d'un secteur privé depuis quelques années de son activité principale : le tissage de lin.

Aujourd'hui, il y a 753 habitants dans le centre de la Roche-Derien. Il y en avait 897. Il n'y a plus d'industries, il n'y a plus d'emploi, l'emploi n'est créé dans le canton, les premiers

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES

ILLE-ET-VILAINE

DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION AGRICOLE

Malgré des entraves multiples, le nombre de CUMA (Coopératives d'Utilisation en Commun du Matériel Agricole) ne cesse de se développer. Il y en a maintenant plus de 250 dans le département. Elles fournissent les terres à 0,06 F, contre 0,12 à 0,15 F pour les entreprises privées et entre 0,15 et 0,25 F pour les exploitants individuels.

RENNES Requalification du personnel médical.

Les élèves infirmières et infirmiers dont l'École est à Rennes, réclament la gratuité de leurs études, en insistant sur la possibilité de leur faire 11.650 à 2.000 F par an avec engagement de service et leur utilité sociale en cours d'études — ils sont parfois utilisés à l'hôpital pendant 3 heures par jour. Une amélioration, ils réclament la gratuité totale des études (qui existent actuellement 500 F par an) et des heures d'attente et sans engagement. Les salaires des infirmières sont si bas et leurs conditions de travail si pénibles qu'il en résulte des centaines dans les hôpitaux de Bretagne et 70.000 pour l'ensemble de l'exercice. Mais la politique du profit de Pompidou ne s'intéresse pas à ces problèmes.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES

— Nouveaux liens entre la coopérative de Loire-Océan (voir le P.B. n° 82).

LA COOPERATIVE AGRICOLE LOIRE-OCEAN vient de procéder à une seconde série de liaisons de terres, de nouvelles terres, de nouvelles de reboisement, mais à l'été on fait l'ajout d'un lien de reboisement ferme dont un habitat syndical. Au total, 250 travailleurs ont été licenciés. Ceux qui ont été licenciés ont été licenciés, ils devaient répondre dans les 7 jours de manière définitive, mais ils ont dû d'abord un emploi, de même que les autres, de 25 kilomètres de l'année lors de travail et pendant 5 ans. Il s'agit là d'une attitude caractéristique et de nos travailleurs ont fait les liens, où ils ont fait l'abandon de zone imposé, les salaires qui leur ont permis de 25 kilomètres de Nantes sont nettement inférieurs.

— 150.000 manifestants pour le CNAL.

A l'appel du Comité National d'Action Jeune 15.000 manifestants de Bretagne et de l'Ouest « ont protesté contre la politique actuelle de renouveau de l'enseignement et d'adaptation aux besoins de l'économie capitaliste. Les enseignants ont notamment dénoncé le VIF plan qui prévoit le transfert des charges d'entretien de l'Etat aux collectivités locales et familiales. Ils ont aussi dénoncé l'indépendance et la gestion des personnels de l'enseignement privé et une école nouvelle, publique, géométriquement.

A propos de la Loire-Atlantique, un autre aspect de la suppression des sections publiques de sténodactylo au seul profit de l'enseignement privé. A l'issue du rassemblement, un défilé silencieux a parcouru la ville.

LOGEMENTS POUR RICHES

Il y a actuellement à Nantes 7.000 demandes de H.L.M. et ailleurs. Certains ont plus de 10 ans. A côté de cela, de nombreux logements de grand standing ne trouvent pas acquiescer. Ce scandale est le résultat du sacrifice des logements populaires à la loi de profit. Cela oblige de nombreuses familles à continuer à vivre dans des baraquements datant de la dernière guerre. A Saint-Nazaire, le problème est le même et 1.200 familles attendent.

CHOMAGE ET PRESSE-OPINION

La Loire-Atlantique a su se presser-opinion et elle use de mêmes procédés que ses homologues des autres départements bretons. L'ECLAIR-JOURNAL du 11 juin résume ainsi le VIF plan de l'Etat français capitaliste :

« priorité à l'industrialisation de l'Ouest ». Le quotidien nantais ajoute : « Il convient de remettre en valeur les régions du littoral atlantique en poursuivant la politique active qui a permis de leur donner un caractère industriel et la reconversion agricole ».

Au même moment, LES ETABLISSEMENTS HENRI LAFONTAINE ont demandé l'avis des élus bretonnés à BASCOCC-ATLANTIQUE et de LIQUIDATION à ESCALON. On retrouve là les décisions prises à l'ensemble de la Bretagne avec la même société 17.000 demandeurs d'emplois officiels en Loire-Atlantique et les mêmes problèmes pour éviter la prise de conscience des travailleurs bretons. Les promesses ministérielles des terres ont été faites pour résoudre des problèmes dans un Ouest mal défini, Malézieux et insolent.

SAINT-NAZAIRE Sociés des canaux.

Après 2 mois et demi de discussions, les propositions patronales faites en assemblée générale ont été approuvées par les travailleurs.

- le salaire horaire passe de 4,81 à 5,11 F.
- la prime de salaires passe de 0,55 F à 0,70 F.
- la prime d'ancienneté passe de 27 à 30 F.
- majoration de 100 %, deux heures de nuit.
- Ces avantages ont été obtenus grâce à l'action des salariés et travailleurs et la multiplication des grèves locales.

ANNES Défense d'un fermier.

Déjà le soutien de Saint-Michel-de-Raden, des non professionnels, occupent de plus en plus de terres ; alors que des agriculteurs voudraient augmenter leurs fermes de quelques hectares, des terres ont été vendues. Pour protéger contre cette situation, à l'appel de la F.D.S.S.A. et du C.D.J.A., plus de 200 agriculteurs ont installé un fermier sur 7 hectares qu'ils ne veulent pas louer. Ils ont décidé de prendre la responsabilité de toute perte qui pourrait être engagée contre le nouveau fermier. Cette action des travailleurs a permis d'augmenter de 7 hectares une exploitation de 17 hectares sur laquelle vivent 2 ménages.

LA LIBERTÉ D'ACCES AUX BORDS DE L'ERDRE

A l'Erdré est une des plus belles rivières de Bretagne. Elle coule près de Nantes. Ses bords sont marécageux, mais cultivés et frappés d'interdiction à la propriété privée. Un comité pour la libre accès aux bords de l'Erdré s'est constitué, afin que les familles des travailleurs, privés d'accès vers les villes, puissent profiter des sites naturels du secteur. Le 7 juin, un défilé de personnes ont vu de nombreux plaques occupant un terrain près de l'Erdré, près de 200 voitures ont franchi d'autorité les grilles de la magnifère propriété du comte de Saffrey. Les habitants ont décidé de parcourir les bords de la rivière sans tenir compte des obstacles et traversant les propriétés des affaires et cadres dont c'était le revenu. Tout se passa calmement jusqu'à ce qu'une dizaine de propriétaires intervenant à l'aide de policiers. La lutte contre la dépossession de notre pays continue.

MOR-BIHAN

HENNEBONT Fermeture d'école.

Après un trimestre qui avait détruit la plus grande partie de leurs installations et, par suite des restrictions à sélectives et de crédit, les établissements MOGA, travaillent pour la profession, ont été fermés pour l'instant. 48 enseignants ont été licenciés. En quelques semaines, 4 entreprises ont dû fermer leurs usines, entraînant la suppression de près de 140 emplois.

VANNES Pour l'école.

Le Conseil syndical du S.N.I. (Syndicat National des Instituteurs) a écrit aux élus bretons. Il souhaite un front laïcocrate pour lutter contre la loi sur la répression des mouvements populaires et la continuation de l'action régionale. Il pose la suppression des aides de salaires et pour l'abandon de mesures en faveur de la Bretagne.

Imprimerie Commerciale Renaud



Directeur de la publication : J. Vellard
Publication trimestrielle au C.F.P.A. n° 41.987
Tirage : 3.000 ex. — Dépôt légal 9° trimestre

LIBRAIRIE CELTIQUE

Envoi de catalogue sur demande
Livres anciens et modernes
Regionalismes

Achat de lots et bibliothèques

108 bis, rue de Rennes
PARIS (6^e)